Burundi : la Société civile réclame toujours Justice pour Ernest Manirumva

@rib News, 11/10/2010DÃ©claration des organisations de la SociÃ©tÃ© civile une annÃ©e et demie aprÃ¨s lâ€™assassinat de Ernest MANIRUMVAA quand la rÃ©ouverture du procÃ¨s des assassins dâ€™Ernest MANIRUMVA ?Une annÃ©e et demie aprÃ¨s lâ€™ignoble assassinat du Vice-PrÃ©sident de lâ€™OLUCOME (Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques), le procÃ¨s des assassins dâ€™Ernest MANIRUMVA peine Ã dÃ©marrer et aucun mÃ©canisme d protection des tÃ©moins nâ€™est jusquâ€™ici mis en place. A cette occasion, les organisations de la sociÃ©tÃ© civile burunda signataires de la prÃ©sente dÃ©claration :
1. RÃ©itÃ¨rent leur mobilisation jusqu'Ã lâ€™Ã©clatement de la vÃ©ritÃ© et de la justice sur lâ€™assassinat du martyr de la lu corruption Ernest MANIRUMVA et voudraient exprimer leur inquiÃ©tude face aux lenteurs qui sâ€™observent dans la procÃ©dure depuis la mise en place successive de trois commissions dâ€™enquÃªte jusquâ€™au stade juridictionnel actuel. 2. Rappellent quâ€™elles sâ€™Ã©taient rÃ©jouies de lâ€™ouverture du procÃ¨s sur lâ€™assassinat dâ€™Ernest MANIRUMVA l dans lâ€™espoir que la procÃ©dure allait rapidement continuer jusquâ€™au bout. 3. Expriment leur prÃ©occupation aprÃ¨s lâ€™annulation par jugement de la premiÃ¨re sÃ©ance et le report de la rÃ©ouverture du procÃ¨s Ã une date qui nâ€™est touj prÃ©cisÃ©e. Les organisations estiment que ce procÃ¨s devrait bÃ©nÃ©ficier dâ€™une attention particuliÃ¨re et soutenue dans contexte de Â« la tolÃ©rance zÃ©ro Ã la corruption Â» que prÃ´ne le nouveau gouvernement du Burundi. 4. Sâ€™interrogent s bien-fondÃ© des arguments avancÃ©s dans lâ€™annulation de la sÃ©ance du 14 juillet. Le fait que certains prÃ©venus nâ€™a pas Ã©tÃ© assignÃ©s ne pouvait pas justifier le non examen de la demande de ceux qui lâ€™ont Ã©tÃ© et ne pourra pas justif indÃ©finiment lâ€™absence du dÃ©bat sur le fond, a fortiori quand la juridiction invoque lâ€™absence de moyens financiers po publier les assignations Ã domicile inconnu pour un certains nombre de prÃ©venus non dÃ©tenus. Combien de temps devra-t-on attendre avant lâ€™assignation de tous les prÃ©venus devant la Cour pour une vÃ©ritable audience? 5. Constatent quâ€™ a toujours pas de mÃ©canisme de protection de tÃ©moins en dÃ©pit des craintes longtemps exprimÃ©es, liÃ©es notamment Ã certains cas dâ€™assassinats ou de disparition des tÃ©moins potentiels du meurtre de MANIRUMVA : cas de lâ€™assassinat d Capitaine Pacifique NDIKURIYO le 30 avril 2009 Ã MUTAKURA, cas de la disparition du policier EzÃ©chiel COYISHAKIYE en mars 2010, cas de tentative dâ€™assassinat des agents de sÃ©curitÃ© de certains hauts gradÃ©s de la police, etc. 6. RÃ©itÃ¨rent leur demande au gouvernement et Ã la justice de mettre en place un systÃ¨me de protection des tÃ©moins dans lâ€™affaire Ernest MANIRUMVA et dâ€™encouragement de toute personne pouvant aider la justice Ã faire la lumiÃ¨re sur le meurtre du militant anti-corruption. 7. Demandent enfin aux juges saisis du dossier : - De donner une prioritÃ© Ã lâ€™affaire Ernest MANIRUMVA et de communiquer dÃ¨s que possible la date de la rÃ©ouverture du procÃ¨s, - De rassurer la partie civile (famille dâ€™Ernest MANIRUMVA, OLUCOME) en faisant preuve dâ€™une indÃ©pendance sans faille afin dâ€™explore les pistes Ã©voquÃ©es dans ce crime, - De tout faire pour mettre la lumiÃ¨re sur les autres crimes qui seraient en lien avec lâ€™assassinat dâ€™Ernest MANIRUMVA, - Dâ€™analyser dans les plus brefs dÃ©lais et au cas par cas les dossiers des pers dÃ©tenues afin de libÃ©rer conditionnellement celles qui visiblement nâ€™auraient jouÃ© aucun rÃ´le dans lâ€™assassinat dâ MANIRUMVA. Fait Ã Bujumbura, le 9 octobre 2010Au nom de la coordination de la campagneJustice pour Ernest MANIRUMVASÃ© Pacifique NININAHAZWE